



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PRÉFET DU CHER

**Direction  
Départementale des  
Territoires du Cher**

**SL-CONSTRUCTION  
22 RUE DU CHERIOT  
18110 PIGNY**

**Service  
Environnement et  
Risques**

Dossier suivi par :  
Mickaël POUDROUX

Mèl : ddt-ser-brema@cher.gouv.fr

Tél. : 02.34.34.62.41

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6  
du code de l'environnement : **AMENAGEMENT D'UN LOTISSEMENT  
D'HABITATION 8 LOTS sur la commune de FUSSY**  
**Courrier de notification de décision**

Réf. : **18-2022-00010**

BOURGES, le 13 mai 2022

Monsieur,

Par courrier en date du 11 mai 2022, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :

**L'Aménagement d'un lotissement d'habitation de 8 lots  
sur la commune de FUSSY**

dossier enregistré sous le numéro : **18-2022-00010.**

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

Il a l'honneur de vous informer qu'après instruction, votre dossier est complet et régulier et que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors vous pouvez commencer votre opération à défaut, en application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration du projet cessera de produire effet lorsque celui-ci n'aura pas été mis en service ou réalisé dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou, à défaut, dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par subdélégation  
La Cheffe du Bureau Ressources en Eau  
et Milieux Aquatiques

« Signé »

Lise RENAULT

P.J. : récépissé de dépôt dudossier

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)